

Allons aux élections

L'Express - Courrier des lecteurs - André Rasolo - 02/07/12

Nous sommes dans un régime de Transition, sous sanction de la Communauté Internationale. La Haute Autorité de la Transition (H A T) a organisé un référendum constitutionnel le 17 novembre 2010, sans que celui-ci soit reconnu, même par des pays proches de la Transition. Il est normal que la HAT cherche à présent l'aval de l'ONU avant de sortir un calendrier électoral.

En 2010, les experts de l'ONU ont demandé 11 mois de préparation avant d'organiser les élections. En 2011, ils ont réitéré la même exigence. Et en 2012, ils proposent de jumeler les législatives et les présidentielles en mai-juin 2013. Que faut-il faire pendant ces 11 mois maintenus d'année en année ? Les rapports des experts de l'ONU devraient être portés à la connaissance du public pour que les Malgaches, et particulièrement les candidats, puissent suivre et évaluer à temps les travaux de la CENIT et de ses démembrements. À partir de là, on comprendra les raisons de ces 11 mois de préparation exigée par les experts onusiens.

En Côte d'Ivoire, la Transition a mis plus de 7 ans pour organiser les présidentielles avec la Communauté Internationale. On connaît les résultats et la déchirure du tissu social suite à la crise post-électorale. À Madagascar, plus nous perdons du temps à aller aux élections, plus la situation socio-politique se complique, plus l'insécurité risque de perturber le déroulement de l'opération électorale. Dans l'état actuel de la tenue du registre d'état civil et de la carence du recensement de la population malgache, il nous est impossible d'élaborer une liste électorale parfaite. Ce qui est à notre portée, c'est de mobiliser les candidats et électeurs pour toiletter la liste révisée de juin-juillet 2011. Parallèlement à cela, l'État doit mener une vaste opération carte d'identité pour permettre aux citoyens en âge de voter de s'inscrire sur la liste.

Actuellement c'est le meilleur moyen d'obtenir une liste électorale plus juste. L'opération carte d'identité, couplée à la révision de la liste électorale, est indispensable. Sinon, plus de trois millions d'électeurs seront encore rayés de la liste. Une fois que la liste toilettée sera arrêtée au niveau des Districts, on pourra concevoir sa validation définitive par une commission tripartite composée des organes techniques de la CENIT, des experts de l'ONU, de l'UE ou de l'OIF, et des candidats aux élections municipales et législatives. Cette liste définitive ne fera l'objet d'aucune retouche, même le jour du scrutin. Ainsi, la mauvaise pratique de la délivrance d'ordonnances le jour du scrutin sera totalement exclue, quels qu'en soient les motifs. En effet elle constitue une source habituelle de fraude, ce qui revient à fausser la liste électorale de manière « légale ». Par ailleurs, le choix des 5 membres de bureau de vote, qui sont environ 100.000 sur tout le territoire, constitue la priorité des priorités. Leur incompétence, leur négligence et leur manque d'impartialité entraîne, le jour du scrutin, l'annulation de 300.000 à 500.000 voix d'électeurs qui ont normalement voté. Si l'on se rappelle que la différence de voix entre le vainqueur et le perdant, au second tour de l'élection présidentielle de 1977, n'était que de 35.000 voix, il est évident que ces annulations sont susceptibles de modifier le verdict des urnes. Les trucages par les membres des bureaux de vote, allant du remplissage des PV jusqu'à leur transfert au centre de recensement (CRMV), ont porté atteinte à la crédibilité de la plupart des élections antérieures.

Compte tenu des réalités sur terrain, je réitère ma proposition d'organiser en 2012, des élections cumulées, communales et législatives. Il s'agit de construire la République à partir des élections à la base selon les conditions suivantes :

1. Lancer dès à présent, l'opération carte d'identité nationale sur tout le territoire.
2. Mobiliser les candidats et les électeurs pour qu'ils s'impliquent, dès à présent, dans le toilettage de la liste révisée de 2011, au sein de leur fokontany.
3. Garder intacte la liste définitivement validée sans faire de rajouts, le jour du scrutin.
4. Améliorer la performance et la transparence de l'informatisation du système électoral.
5. Choisir des membres de bureaux de vote compétents et intègres.

6. Sanctionner, d'une façon exemplaire, tout candidat qui achète directement ou indirectement les voix des électeurs, à défaut d'une loi sur le financement de campagnes électorales.
7. Éliminer de la compétition électorale tout candidat se servant de la prérogative de la puissance publique pour intimider ou forcer les électeurs à voter pour lui.
8. Mener, sur tout le territoire, des actions d'éducation et de mobilisation en vue de rendre opérationnelle une vigilance citoyenne à chaque phase de tout le système électoral.
9. Garantir le financement des élections suivant le calendrier du travail de la CNIT.
10. Veiller à ce qu'une CNIT forte soit indépendante par rapport à la HAT, par rapport aux partis politiques et aux candidats.

La saison des pluies approche. Le temps joue contre nous. Et pourtant, ce jumelage des élections communales et législatives nous permettra de mettre en place avant la fin 2012, des maires élus, un parlement élu et un gouvernement issu de la majorité parlementaire. C'est une avancée dans la recherche de sortie de crise, dans la mesure où la gestion des affaires publiques sera désormais assurée par des Institutions légales.

Certes, l'élection du Président de la République est primordiale à Madagascar.

On peut suivre la proposition des experts de l'ONU de l'organiser en mai-juin 2013. Entre temps, la médiation de la SADC pourrait, espérons-le, favoriser la tenue des premières élections, législatives et municipales, dès novembre 2012 et créer un environnement favorable au rapprochement des leaders politiques profondément divisés par différentes sortes de rivalités.

Madagascar doit aller de l'avant. En soumettant ma proposition aux débats, je sollicite la compréhension de la Communauté Internationale. Il nous est difficile d'organiser des élections sans vous. Mais faites-nous connaître les problèmes qui, de votre point de vue, vous empêchent de nous accompagner. Ne pouvons-nous pas les résoudre ensemble, pour organiser des élections crédibles. Le peuple malgache veut tourner la page de la crise et de la transition par les élections.

Source : <http://www.lexpressmada.com/2904-courrier-des-lecteurs/allons-aux-elections.html>